



Décision n° 2018-296

autorisant un campement
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment son article 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 26 juillet 2018 par Monsieur FONTAINE Ludovic, conducteur de travaux au sein de l'Office national des forêts,

Considérant que la demande de campement est liée à la mise en œuvre de travaux de réfection du sentier d'accès au lac de Trécolpas, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Décide :

Article 1er :

L'Office national des forêts - agence de travaux Méditerranée, ci-après représenté par Monsieur FONTAINE Ludovic et désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à installer un campement à proximité du sentier d'accès au lac de Trécolpas (commune de Saint-Martin-Vésubie).

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la période allant du 06 au 24 août 2018.

Article 3 :

L'autorisation de campement est accordée sous réserve des prescriptions suivantes, à charge du bénéficiaire :

3.1. Seule une tente d'environ 12 m² permettant la station debout, est autorisée pour les besoins de l'équipe (couchage, cuisine...).

Celle-ci devra être de couleur sobre et visuellement peu impactante (gris, kaki, marron, vert foncé...).

3.2. Les installations de campement seront positionnées à l'écart des sentiers ouverts à la circulation du public, sur un site peu visible des randonneurs. L'emplacement précis sera convenu préalablement avec le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour – cf. article 5.

3.3. Les utilisateurs du campement observeront strictement la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national, en particulier, l'absence de feu, de déchets, d'utilisation d'appareil d'amplification sonore, de publicité et d'introduction de chien.

3.4. Le lieu sera laissé en parfait état de propreté durant toute la durée de validité de la présente.

Article 4 :

Une copie de la présente autorisation sera affichée sur le lieu du campement pendant toute la durée de validité de celle-ci, afin d'informer le public du caractère dérogatoire de ce campement.

Article 5 :

Avant toute installation, le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour.

Contacts :

service territorial Vésubie : 04.93.03.23.15

chef du S.T – LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - PARDI Jean-Luc (jean-luc.pardi@mercantour-parcnational.fr)

Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 7 :

Cette autorisation n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès de la commune, des propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 9 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etablissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 30 juillet 2018

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour

Laurent SCHEYER